



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-109071>

Département(s) de publication : **76**

Annonce n° **24-109071**

Fournitures

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Mairie Elbeuf Sur Seine

**Type de Numéro national d'indentification :** SIRET

**N° National d'identification :** 21760231700018

**Ville :** ELBEUF SUR SEINE

**Code postal :** 76503

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 76

### Section 2 - Communication

**Lien direct aux documents de la consultation :** <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1532568>

**Identifiant interne de la consultation :** Ville Elbeuf

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** Direction des Services Techniques

**Numéro de téléphone du contact :** +33 232969010

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus - Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail,

concernant l'emploi des travailleurs handicapés - Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. - Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché

**Technique d'achat** : Accord-cadre

**Date et heure limite de réception des plis** : 25/10/2024 à 11:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Autorisée

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre)** : Collectivité territoriale - Commune

**Critères d'attribution** : énoncé dans le Rc

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Accord cadre de fourniture de mobilier de bureaux

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 39100000

**Type de marché** : Fournitures

**Description succincte du marché** : Les présentes dispositions concernent la fourniture de mobilier de bureau ainsi que l'aménagement de bureau de l'Atelier 23. Les locaux à aménager sont des établissements recevant du public de catégorie 5

**Lieu principal d'exécution du marché** : Atelier 23, 23 rue de la république 76500 - Elbeuf

**Durée du marché (en mois)** : 24

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Oui

## Section 5 - Lots

- **Description du lot** : 1 : Mobilier classique pour Erp. Le lot 1 consiste en de la fourniture de mobilier type bureau, caisson, chaise, fauteuil etc Un visuel doit être fourni pour chaque produit identifié au Bpu

**Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal** : 39130000

**Estimation de la valeur hors taxes du lot** : 150000 euros

**Lieu d'exécution du lot** : Atelier 23, 23 rue de la république, Elbeuf

- **Description du lot : 2** : Mobilier thématique issu de la filière du recyclage ou de la seconde main. Concernant le lot 2, la ville cherche impérativement du mobilier issu de la seconde main. Le mobilier proposé doit permettre de donner un design particulier et une ambiance non conventionnelle au bâtiment

**Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal** : 39151000

**Estimation de la valeur hors taxes du lot** : 50000 euros

**Lieu d'exécution du lot** : Atelier 23, 23 rue de la république, Elbeuf

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire** : Non

**Autres informations complémentaires** : L'accord cadre doit respecter les exigences de la loi AGEC. Concernant le lot 1, les prestations intègrent la fourniture, la livraison, le transport de la rue jusqu'aux lieux d'installation, le montage et l'installation du mobilier ainsi que l'enlèvement et la mise en décharge des emballages et protections. Concernant le lot 2, la ville souhaite avoir du mobilier atypique pour une administration qui permette de donner du cachet, du charme et du caractère au bâtiment.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 25/09/2024